

Réunion parlementaire à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques

Madrid, le 10 décembre 2019

L'UIP et le Congrès des Députés d'Espagne ont organisé une réunion parlementaire dans le cadre de la vingt-cinquième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP25) à Madrid (Espagne). Au total, 176 participants, dont 127 parlementaires, de plus de 30 pays ont assisté à la réunion. Ils ont écouté des personnalités clés de la science et de la politique des changements climatiques, notamment M. Hans-Otto Pörtner, professeur et coprésident du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, et M. Jeffrey Sachs, professeur et directeur du Centre pour le développement durable à l'Université de Columbia. Les remarques liminaires ont été prononcées par Mme Meritxell Batet Lamaña, Présidente du Congrès des Députés, et les allocutions de clôture par M. Hugo Morán, Secrétaire d'État espagnol à l'environnement, et par Mme Cristina Narbona, première Vice-Présidente du Sénat espagnol. La Présidente de l'UIP, Mme Gabriela Cuevas Barron, a participé à la réunion et prononcé un discours de bienvenue. La première séance thématique a été animée par le Président honoraire de l'UIP, M. Saber Chowdhury, parlementaire du Bangladesh.

Dans son allocution d'ouverture, Mme Batet Lamaña a lancé un appel pressant à l'intention des participants en prononçant les paroles suivantes : "nous devons progresser pour atteindre la neutralité climatique en 2050, et dépasser ainsi les objectifs de 2030, en mettant en œuvre un nouveau modèle de développement et en gardant toujours à l'esprit l'impact social que de telles mesures pourraient avoir, afin de faire en sorte que tous profitent au maximum des opportunités offertes sans que personne ne soit laissé de côté". Mme Cuevas Barron a souhaité la bienvenue aux participants au nom de l'UIP. Elle a insisté sur le rôle vital que jouent les parlements dans la promotion de la coopération internationale en vue de faire face aux menaces transversales et immédiates, et a souligné que le moment était venu pour les parlements de prendre des mesures plus fermes et plus concertées en vue de riposter face aux changements climatiques.

Au cours de la réunion, les participants ont eu l'occasion de discuter de l'état actuel de "l'urgence climatique" et des engagements nationaux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre compte tenu de la science climatique et de l'application de l'Accord de Paris. Les parlementaires ont présenté des exemples de leurs travaux sur les changements climatiques aux niveaux national et régional.

Présentant le premier expert, M. Chowdhury, le modérateur, a fait savoir aux parlementaires que le Parlement bangladais avait récemment adopté à l'unanimité une résolution visant à déclarer une situation d'urgence planétaire, dans le but de sensibiliser davantage le monde à la nécessité de protéger la planète contre la crise menaçant sa survie, provoquée par les changements climatiques et les conséquences désastreuses des catastrophes liées au climat et des phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus nombreux. Il a souligné que le Parlement bangladais avait demandé à tous les autres parlements, aux gouvernements, à l'ONU et aux autres parties prenantes de déployer des efforts résolus, en tant que défenseurs et coalition soudée, pour protéger et renforcer la planète - "le seul endroit où peuvent vivre les êtres humains".

Suite à cette introduction, les parlementaires ont pu prendre connaissance des dernières découvertes scientifiques sur le réchauffement climatique. M. Pörtner a informé les participants : "les changements

climatiques actuels sont d'origine humaine. Point. Sans les activités humaines, il n'y aurait pas de changements climatiques. La situation globale est très claire." Cependant, il a également souligné qu'il était encore possible de faire quelque chose à ce sujet. Il a averti les parlementaires que le réchauffement climatique se produisait à un rythme plus rapide que prévu et qu'il avait des répercussions économiques. M. Pörtner a appelé à une action ambitieuse en matière d'atténuation, associée à une gestion des terres et des océans ainsi qu'à des mesures globales, concernant par exemple le prix du carbone. Il a exhorté les parlementaires à trouver le juste équilibre entre les intérêts à court terme et les besoins à long terme. Son exposé a été suivi de diverses questions du public et d'un débat fructueux au sujet de la voie à suivre.

En ce qui concerne la création d'un environnement propice aux investissements dans les énergies renouvelables, M. Sachs a fait aux délégués des suggestions relatives à l'élaboration de politiques et de plans d'action, en tenant compte des particularités de la région. Plus particulièrement, M. Sachs a plaidé en faveur de la transition énergétique mondiale. Il a souligné que les énergies éolienne, solaire et hydraulique étaient moins chères que le carbone, qui devait être capté et stocké. Il a également souligné la nécessité d'électrifier les systèmes de transport nationaux. M. Sachs a demandé aux parlementaires d'établir des plans d'action prioritaires pour réduire leurs émissions nettes à zéro d'ici 2050. Il a souligné qu'il était important d'obtenir l'engagement des parlements sur cette question et suggéré de coopérer avec l'UIP à l'élaboration d'un outil qui les aiderait dans ce domaine. Son exposé a suscité plusieurs observations et questions du public ainsi qu'un débat enrichissant.

Lors de son allocution de clôture, le Secrétaire d'État espagnol à l'environnement, M. Hugo Morán, a rappelé aux délégués que ce que l'on appelle actuellement un "état d'urgence climatique" n'était pas une simple situation temporaire et les a avertis que les choses ne redeviendraient plus jamais comme avant.